



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Section Environnement – guichet unique ICPE

Arrêté N° 58-2024-09-06-00001

**portant mise en demeure à l'encontre de la société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2013
réglementant l'activité de sa carrière de porphyre
exploitée sur le territoire des communes d'Épiry et de Montreuillon**

**Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation, délivré le 18 juin 2013 à la société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, pour l'exploitation de la carrière de porphyre, sur le territoire des communes d'Épiry et de Montreuillon, au titre des rubriques 2510-1, 2515-1 et 2517-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport des inspectrices de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 août 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 8 août 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, susvisé, dispose : « [...] *Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées une fois par an, pendant 6 mois, de mai à octobre.[...]* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, susvisé, dispose : « *Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.[...]* » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 22 juillet 2024, les Inspectrices de l'environnement ont constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- Article 8.2.1 : pour l'année 2024, l'exploitant n'a toujours pas mis en place des mesures continues sur 6 mois de mai à octobre,
- Article 8.4.1 : l'exploitant ne dispose pas de bilan annuel.

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE de respecter les prescriptions des articles 8.2.1 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet

La société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, exploitant une installation de carrière sise aux lieux-dits « Bois de Montauté » et « Mâchoire Pendue » sur les communes d'Épiry et de Montreuillon, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, susvisé, en réalisant ses mesures de retombées atmosphériques sur la période continue de 6 mois de mai à octobre 2025,
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, susvisé, en réalisant son bilan annuel d'exploitation pour l'année 2023, celui-ci sera accompagné d'un récapitulatif succinct des années antérieures depuis 2013.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

Article 5 : Exécution et copies

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- la Sous-Préfète de Clamecy,
- les Maires d'Épiry et de Montreuillon,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **- 6 SEP. 2024**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT

4525 .932 8 -

Long